

Cahier des clauses administratives particulières

Consultation lancée pour la passation d'un marché référencée
0410001D C-10/19 en application des articles 27, 78 et 80 du
décret n° 2016-360 du 25 mars 2016

Personne publique contractante :

Dénomination : Lycée Augustin Thierry

Adresse : 13, avenue de Châteaudun - 41018 BLOIS CEDEX

Téléphone : 02 54 56 29 00 Télécopie : 02 54 56 29 09

Objet du marché : produits de charcuterie, salaisons et jambon

Personne morale détenant le pouvoir adjudicateur : le lycée Augustin Thierry

Personne habilitée à signer les marchés publics : M. le proviseur

Comptable assignataire des paiements : M. l'agent comptable lycée Augustin Thierry

Le présent CCAP comporte 11 articles numérotés de 1 à 11 et 4 pages numérotées de 1 à 4.

ARTICLE I : OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé en procédure adaptée qui a pour objet la fourniture de produits de **charcuterie, salaisons et jambon** pour le lycée Augustin Thierry à Blois pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. Les quantités commandées sont comprises entre un minimum et un maximum figurant en annexe du C.C.T.P.

Dans le cadre de ce marché, le candidat pourra proposer des produits issus de circuits courts. La définition retenue pour le circuit court sera celle du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche : *« un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire »*.

Le choix de circuit court retenu sera donc la commercialisation de produits par la vente indirecte y faisant intervenir un seul intermédiaire, le candidat. Dans la mesure où celui-ci proposera des produits issus de circuits courts, il devra faire figurer cette spécificité sur le bordereau de prix ou dans la documentation jointe (ex : fiche technique).

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le présent marché sont par ordre de priorité décroissant :

- le contrat de marché public et les tableaux des offres de prix
- les bons de commande
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./F.C.S) approuvé par le décret n°77-699 du 27 mai 1977 modifié.

Le C.C.A.P. et le C.C.T.P. sont établis en un seul exemplaire original, conservés par le Lycée Augustin Thierry ; en cas de litige, ils font seuls foi.

Tous les documents transmis sont rédigés en langue française.

Les tableaux de proposition de prix joints aux annexes du C.C.T.P. sont obligatoirement remplis.

La spécificité « circuit court » devra être mentionnée sur chaque produit figurant dans le bordereau de prix ou à travers les fiches techniques.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les dates de livraison sont fixées par le bon de commande. Les commandes sont passées au moins deux jours avant la date de livraison par télécopie.

Les jours et horaires de livraison sont les suivants :

du lundi au vendredi de 6h00 à 10h00

L'adresse de livraison est la suivante :

**Entrée fournisseurs du lycée A. Thierry
18, rue Honoré de Balzac à Blois**

Chaque livraison doit être systématiquement accompagnée d'un bon de livraison (et non d'une facture) qui sera remis au magasinier.

Les emballages utilisés sont conformes aux dispositions des articles R112-1 à R112-33 du code de la consommation.

Le transport s'effectue dans les conditions fixées par l'arrêté du 20 juillet 1998 modifié.

L'entreposage respecte la réglementation prévue par l'arrêté du 6 juillet 1998.

Le fournisseur garantit que les produits livrés sont conformes à la commande, éventuellement aux échantillons remis lors de la passation du marché ainsi qu'aux règlements en vigueur dans l'union européenne.

Dans la mesure du possible, la quantité livrée d'une même catégorie de produit devra avoir une seule et même date limite de conservation.

A la demande, l'entreprise retenue devra être en mesure de produire la fiche technique de chacun des produits fournis à la consultation.

Le fournisseur devra proposer des produits sans OGM.

Qualité des charcuteries, salaisons et jambon.

Les denrées livrées doivent être de qualité saine, loyale et marchande et correspondre au minimum, tant sur les plans bactériologique et chimique que sur le plan organoleptique, aux spécifications qualitatives édictées par la réglementation en vigueur au jour de livraison. (Notamment la partie réglementaire du code des usages en charcuterie et conserves de viande mis au point par le "centre technique de la

salaison, de la charcuterie et des conserves des viandes, spécifications techniques établies par le GPEMDA).

- DISPOSITIONS D'ORDRE SANITAIRE

Préparation de la charcuterie fraîche et des salaisons.

La charcuterie fraîche et les salaisons sont préparées dans le respect strict et loyal de l'art et de l'hygiène, légale et réglementaire et des usages loyaux et constants du commerce.

Sous la responsabilité du titulaire du contrat, sont exclus jusqu'à guérison ou blanchiment, confirmés par examen de laboratoires, les porteurs de germes de toxico-infections ou maladie soient infectieuses, soit parasitaires, pouvant être provoquées ou transmises par des aliments notamment : tuberculeux, typhiques ou paratyphiques, dysentériques: porteurs de furoncles, eczéma, impétigo, pyodermites diverses, panaris, lésions cutanées injectées des mains ou des avants bras..., ténias, ascaris, amibes, oxyures, douves...

La fourniture ne peut provenir que de laboratoires ou ateliers ayant fait au préalable l'objet d'un avis sanitaire favorable du Directeur Départemental des Services Vétérinaires.

Tous les articles livrés devront conformément à la réglementation comporter obligatoirement sur leur emballage la date limite de consommation accompagnée du numéro de lot de fabrication.

ARTICLE 4 : RÉSILIATION DU CONTRAT

Le lycée Augustin Thierry se réserve le droit de résilier ou de suspendre le présent marché sans droit à indemnités pour le titulaire dans les cas suivants :

- non respect de la conformité des produits livrés aux normes sanitaires
- non-conformité des produits livrés par rapport aux produits proposés lors de la passation du marché
- impossibilité pour le titulaire du marché de procéder à la livraison des produits commandés
- impossibilité pour le lycée de donner suite au marché en cours pour des raisons de force majeure
- mesures sanitaires mises en place par les autorités responsables
- augmentation des prix retenus lors de la passation du marché lorsque ceux-ci étaient réputés fermes pendant la durée du marché

Cette résiliation ou suspension est effective à la date indiquée par le lycée par courrier recommandé.

La demande de résiliation de la part du titulaire doit être effectuée en application de l'article 27 du CCAG.

ARTICLE 5 : PÉNALITÉS DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire du marché, celui ci encourt par jour de retard des pénalités calculées au moyen de la formule :

$$\text{PÉNALITÉ} = (\text{VALEUR COMMANDE} * \text{NOMBRE DE JOURS DE RETARD})/100$$

ARTICLE 6 : DÉTERMINATION DES PRIX

Les prix H.T. sont fermes, non révisables pour la durée du marché selon les dispositions de l'article 18 - alinéa II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

En tout état de cause, les prix H.T. sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ces fournitures ainsi que tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport de marchandises jusqu'au lieu indiqué de livraison.

ARTICLE 7 : TRANSMISSION ET PRÉSENTATION DES FACTURES

Les factures devront prioritairement être transmises sous forme dématérialisée, exclusivement par le portail Chorus Pro de la Direction Générale des Finances Publiques à l'attention du lycée Augustin Thierry - SIRET : 194 100 012 00013 - code service SR. Outre les mentions légales, les factures doivent porter les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire (IBAN/BIC);
- le numéro du marché (0410001D C-10/19) et la date du marché ;
- la prestation détaillée et la date de la livraison ;
- le montant hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;

ARTICLE 8 : PAIEMENTS

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture dans la mesure où la marchandise a été livrée conformément à la commande.

Pour la période de juillet/août, l'établissement est fermé sur plusieurs semaines. Une facture envoyée pendant cette période ne fera courir le délai global de paiement qu'à compter de la réouverture de l'établissement fin août. Le paiement s'effectue sur un compte bancaire domicilié en France.

Le défaut de paiement dans ce délai global fait courir de plein droit et sans autres formalités au bénéfice du titulaire du marché des intérêts moratoires, calculés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal à celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir augmentés de deux points.

ARTICLE 9 : AVANCES ET RETENUES

Il ne sera versé aucune avance au titre du présent marché.

Il ne sera procédé à aucune retenue de garantie.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

Les spécifications des articles 33, 34 et 35 du CCAG s'appliquent. En outre, tout contentieux juridictionnel survenant au cours de l'exécution du présent marché sera du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogation à l'article 11 du CCAG par l'article 5 du CCAP.

Fait à BLOIS, le 20/07/2019

Le fournisseur
Le
Lycée Polyvalent
★
Michel CHESNE